



« Les ministres doivent prendre l'initiative de réduire la pollution chimique dans l'eau »

(Strasbourg, le 22 mai 2007) – Alors que progresse le débat sur une proposition de directive¹ déterminant quels produits chimiques polluants devraient être limités dans les eaux européennes, le Parlement européen votait aujourd'hui pour augmenter ce nombre, mais a cédé face aux pressions du secteur industriel sur plusieurs exemptions majeures. Les ONG spécialisées dans l'environnement et la santé ont été rassurées de constater que de larges majorités ont approuvé des points positifs. Elles ont demandé aux ministres de l'environnement d'analyser les informations sur la sécurité, lesquelles seront disponibles grâce au nouveau règlement sur les produits chimiques (REACH²) qui permet de mieux identifier les polluants, lorsqu'ils donneront leur avis en juin.

Les députés ont approuvé l'extension de la liste des polluants concernés et y ont ajouté plusieurs polluants présents dans l'eau et « extrêmement préoccupants ». « Dans la nouvelle liste des substances qui doivent désormais être contrôlées se trouvent plusieurs poisons « extrêmement préoccupants » tels que les ingrédients des écrans solaires. Grazia Cioci de PAN Europe ajoute : « Nous sommes satisfaits de ce que la présence dans l'eau de pesticides dangereux tels que le quinoxyfen, le glyphosate et le mécoprop seront enfin pris en compte et mieux contrôlés. »

Sebastian Schönauer, de Friends of the Earth Allemagne (BUND) a déclaré : « Les résultats sont ambigus. Les Etats membres doivent améliorer l'état de leurs eaux continentales d'ici 2015. En 2020 au plus tard, l'environnement marin doit aussi être pratiquement débarrassé de toute pollution, et ce en accord avec la directive-cadre sur l'eau et des accords internationaux. De plus, le Parlement a introduit des dispositions pour la réduction des émissions pour certains pollueurs ainsi que des exemptions cruciales comme pour la navigation. »

Malgré les points positifs adoptés, les ONG sont consternées de voir que les députés ont accordé des exemptions très importantes qui risquent d'affaiblir sérieusement les objectifs de la directive-cadre sur l'eau³ et le but d'OSPAR et de la convention d'Helsinki⁴, lesquels protègent l'Atlantique nord et la Baltique. « Il est inacceptable que la pollution des sédiments ne soit pas correctement prise en compte, » a déclaré Mecki Naschke du BEE. « Cette décision ignore la nature dynamique de l'écosystème aquatique et le fait que les polluants peuvent être relâchés. Cela n'aidera pas les Etats membres à atteindre le « bon état chimique » en 2015. »

« Nous sommes déçus que le Parlement n'ait pas saisi l'occasion pour établir une réglementation plus stricte concernant le DEHP et le réduire plus rapidement en lui donnant un statut de « substance dangereuse prioritaire ». Le DEHP est une substance toxique qui

¹ Proposition de directive sur des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau modifiant la directive 2000/60/CE (Com(2006)-C 6 – 0243/2006 – 2006/0129 (COD)).

² REACH : Règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques.

³ Le but de la DCE est d'atteindre un « bon état chimique » d'ici 2015.

⁴ Le but d'OSPAR et de HELCOM est de minimiser les concentrations de substances dangereuses au niveau du milieu naturel ou à un niveau proche de zéro en 2020 au plus tard.

se reproduit et il y a de plus en plus de preuves de ses effets sur la santé lors de l'exposition dans l'utérus. Il est déjà réglementé pour les jouets, les plastiques et les appareils médicaux, » a déclaré Génon Jensen de HEAL.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Mecki Naschke, EEB Chemicals Policy Officer : mecki.naschke@eeb.org ; Tél : +32 2 2891094

Génon Jensen, Executive Director, HEAL : genon@env-health.org ; Tél : +32 22343640

Grazia Cioci, Campaign Coordinator at PAN Europe : grazia-paneurope@pan-uk.org ;
Tél : +32 7908819

Sergey Moroz, water, WWF : smoroz@wwfepo.org, Tél : +32-27400923

Friedrich Wulf & Christian Schweer, BUND/ Friends of the Earth Germany :
wrrlforum@bund.net ; Tél : +49 30 275864-51/65

Michael Bender, GRÜNE LIGA, DNR Water Working Group : wasser@grueneliga.de, Tél : +
49 30 275 86 - 451